



La Commune



Construire les Cordons ouvriers

Publié le mars 2004



Venezuela

Caracas , le 1° mars 2004 . Déclaration de OIR (Opcion de Izquierda Revolucionaria) :
"Repoussons les actions provocatrices des fascistes - Construisons des Cordons ouvriers et populaires de défense de la révolution"

Hier, 29 février, a eu lieu la plus gigantesque mobilisation, connue à ce jour, de soutien au processus révolutionnaire. Des centaines de milliers de personnes venant de l'est et du sud-ouest de la ville de Caracas ont convergé vers le Jardin Botanique pour exprimer leur rejet de l'ingérence impérialiste dans les affaires internes du pays et rejeter la fraude que l'opposition putschiste prétend imposer avec le soutien du Centre Carter et de l'OEA, fers de lance de la *"contre-révolution démocratique"* de l'impérialisme nord-américain. Pendant cette manifestation au centre de Caracas, dans la zone est de la ville, des groupes fascistes de la Coordination Démocratique commettaient toutes sortes de désordres et s'affrontaient à la Garde Nationale. Malheureusement, par manque de coordination et de vision politique, il n'a pas été mis à profit l'extraordinaire énergie de la mobilisation populaire pour constituer des groupes de protection ouvrière et populaire dans les endroits stratégiques de la ville pour dissuader des groupes qui essayaient de créer le chaos. C'était aussi le moment de mettre à profit cette grande Marée Rouge pour diriger la force du peuple vers une *"prise"* organisée des médias qui soutiennent les actions des putschistes.

Les putschistes de la *"Coordination Démocratique"*, face à l'évidente fraude monumentale commise dans la collecte des signatures ont provoqué une vague de violences fascistes dirigée par les bandes armées d'*Action Démocratique, Bandera Roja, et Primero Justicia*. Devançant une éventuelle décision du Comité National Electoral, opposé au référendum, ils prétendent impulser une situation de chaos et de déstabilisation et cherchent, par leurs actions, à provoquer le mouvement populaire et le gouvernement, ils ont besoin, en urgence, de quelques morts pour justifier leurs fins contre-révolutionnaire et solliciter l'intervention de *"quelqu'un"*, de l'impérialisme, de l'OEA, y compris l'intervention ou un pronunciamiento d'un quelconque secteur militaire.

Devant cette situation les organisations ouvrières et populaires doivent s'unir pour coordonner les actions contre les putschistes. Nous ne pouvons laisser à la force publique la responsabilité qui nous incombe de défendre le processus révolutionnaire et les libertés démocratiques, à toutes, *Opcion d'Izquierda Revolucionaria* propose aux travailleurs et au peuple :

- Rejeter le lock-out patronal et les *"journées de mobilisation"* annoncés par la *"Coordination Démocratique"*, toutes ces actions de caractère violent et provocateur ont pour but de donner une justification pour une intervention internationale. Nous rejetons l'impérialisme et toute forme d'ingérence.
- Réclamer du CNE une déclaration définitive contre la fraude. On ne peut continuer à faire des concessions aux ennemis du processus révolutionnaire et à leurs alliés. Les observateurs du Centre Carter et de l'OEA, soutiennent les putschistes et se moquent du peuple vénézuélien.
- Les Cercles Bolivariens, l'U.N.T., les syndicats ouvriers de classe, les Comités de *"Tierras Rurales y Urbanos"*, les assemblées populaires, les organisations étudiantes, les milieux alternatifs et communautaires, doivent organiser des fronts, des comités ou des cordons ouvriers et populaires de défense du processus révolutionnaire. Il est urgent de se rallier à l'initiative des organisations populaires de Caracas qui ont réactivé l'Assemblée Révolutionnaire Populaire, en tant qu'instance d'articulation du mouvement populaire. De plus elle doit coordonner les actions avec l'U.N.T. et les syndicats de classe. Mettre en place immédiatement un réseau des moyens alternatifs et communautaires.
- Dans les quartiers des classes moyennes les Cercles Bolivariens, *"Clase Media en Positivo"* et les autres organisations populaires bolivariennes doivent se coordonner immédiatement afin de discuter des plans d'actions et de défense du processus bolivarien dans ces quartiers.
- Mobilisation immédiate de tous les régiments de réservistes, pour qu'ils se mettent à la disposition des travailleurs et des communautés en défense du processus révolutionnaire.
- Mettre sous contrôle immédiatement les polices municipales et d'état sympathisantes des putschistes (PM, Baruta, Chacao, Los Salias, Mirandan, Carabobo, Zulia, Anzoatégui, etc). Emprisonnement des chefs des polices ci-dessus mentionnées.

- Porter plainte devant les tribunaux contre les fonctionnaires (gouverneurs et maires) putschistes qui ont promu et soutenu les actions contre-révolutionnaires.
- Exiger de l'Assemblée Nationale la levée de l'immunité parlementaire des députés impliqués dans les faits de violence ou qui ont appelé à la subversion.
- Que le gouvernement apporte tout le soutien logistique nécessaire aux communautés et aux travailleurs mobilisés pour défaire dans les rues l'assaut des petites bandes de fascistes.

Caracas, le 1er mars 2004 Opcion de Izquierda Revolucionaria